

Consultation publique sur l'attribution d'autorisations dans les bandes 800 MHz et 2,6 Ghz
pour les services mobiles à très haut débit

Réponse de l'Association des Maires Ruraux de France

Lyon, le 15 juin 2009 - Le Premier ministre a annoncé le 25 novembre 2008 que les fréquences issues du « dividende numérique » seraient attribuées uniquement aux opérateurs qui s'engageront à étendre le très haut débit mobile aux communes isolées. Les habitants des territoires ruraux savent trop bien que les opérateurs ont tendance, pour des raisons économiques, à ne desservir que les zones les plus rentables. Il faut donc leur imposer des conditions de couverture des zones les moins denses. L'ARCEP, bras armé de l'Etat en matière de télécommunications, doit avoir le souci de faire respecter cette *égalité* et cette *fraternité* que la République a mis au centre de sa devise.

Créée en 1971, l'AMRF représente les maires de communes de moins de 3 500 habitants. Elle compte des adhérents dans toute la France et des associations départementales sur une grande partie du territoire. Les communes rurales sont au cœur des problématiques d'aménagement numérique des territoires évoquées par le Premier ministre. Pour faire valoir le point de vue de ces communes, l'AMRF a décidé de répondre à plusieurs questions de la consultation publique proposée par l'ARCEP (http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-thtdebit-mobile-050309.pdf).

Que peut-on selon vous attendre du déploiement au cours de la prochaine décennie de réseaux d'accès à très haut débit mobile, notamment dans les domaines économique, culturel et sociétal ? Souhaitez-vous préciser, nuancer ou compléter cette description résumée issue des précédentes consultations publiques ?

Le déploiement des réseaux à très haut débit constitue un enjeu majeur d'aménagement du territoire, puisque le très haut débit mobile n'implique pas obligatoirement la mobilité : son usage peut être fixe. L'usage de ces réseaux n'étant pas limité aux situations de mobilité, ils concernent donc l'ensemble des populations et des acteurs économiques installés dans le monde rural.

Comme l'exprimait le président de l'AMRF Vanik Berberian lors d'une audition à l'Assemblée nationale le 19 février 2009, le très haut débit n'est pas un simple facteur d'attractivité pour les communes rurales, mais une condition à leur survie (cf communiqué en annexe). Par sa capacité de couverture du territoire, le très haut débit mobile, en particulier dans la bande des 800 mhz, est un élément essentiel dans la « montée des débits » - dans l'attente de l'arrivée de la fibre optique chez les abonnés (FTTH). Or, aucun horizon n'est encore fixé pour l'arrivée de la fibre dans les zones les plus denses... Faudra-t-il attendre dix ans, vingt ans peut-être, alors que certaines agglomérations disposent déjà de la fibre optique ? Le très haut débit mobile apparaît comme la seule manière de limiter la fracture numérique.

Question n°43. Comment caractériser la nature de la couverture mobile attendue avec le déploiement de réseaux mobiles à très haut débit ? Quels services normalisés vous paraissent devoir être pris en compte dans la définition de la couverture d'un réseau d'accès à très haut débit mobile ? La disponibilité d'un service de transfert de données ou d'un accès à Internet vous paraît-elle un critère adapté ? Faut-il également intégrer des services de communications mobiles offerts sur des réseaux mobiles à bas débit (voix, SMS, MMS) ? En particulier, la fourniture du service de téléphonie mobile doit-elle obligatoirement être intégrée dans la définition de la couverture d'un réseau d'accès à très haut débit mobile ? Comment et dans quelle mesure ces services mobiles à très haut débit pourraient-ils contribuer à la fourniture d'un accès fixe à haut et très haut débit qui ne pourrait pas être fourni par d'autres vecteurs, notamment les réseaux filaires ?

Pour les communes situées dans les territoires peu denses, qui ne seront pas desservies par un réseau filaire, ces réseaux mobiles constitueront le seul moyen de disposer d'Internet à très haut débit. C'est donc un service essentiel, tant aux populations, aux acteurs économiques et aux services publics. Pour les maires ruraux, la principale caractéristique de cette couverture devrait être son étendue.

Dans l'absolu, seule une couverture à 100 % est synonyme d'égalité entre les citoyens. C'est l'objectif vers lequel il faut tendre, car les territoires qui ne disposeront pas du très haut débit seront bientôt coupés du reste de la France et du monde, comme s'ils n'avaient pas accès au réseau routier mais devaient se contenter des chemins vicinaux. Cette fracture à la fois sociale et économique est insupportable.

Question n°44. Comment caractériser les performances minimales attendues sur la zone de la couverture d'un accès à très haut débit mobile ou d'un accès à Internet ? En particulier, quels paramètres (débits crêtes, débits moyens, délai de chargement de pages Internet, délais de téléchargement de fichiers, latences...) adopter et quelles valeurs imposer pour ces paramètres ? A titre d'exemple, dans quelle mesure la disponibilité d'un accès à Internet à au moins 10 Mbit/s vous paraît-elle un moyen pertinent de caractériser la couverture attendue pour les réseaux à très haut débit mobile ?

Le débit minimum souhaitable est souvent décrit comme une « cible mouvante ». La notion de *haut* débit n'a déjà plus de sens et le *très haut* débit n'est pas suffisamment défini... en attendant peut-être pour demain un *ultra haut* débit ?

Dans ce contexte, l'AMRF préconise simplement le « bon » débit pour les territoires ruraux : un débit qui évitera la fracture entre villes et campagnes en permettant les mêmes usages du numérique. Sans ce *bon débit*, les populations et les entreprises risquent de désertier les campagnes. C'est pour cette raison qu'un débit de 10 Mbit/s, s'il apparaît très séduisant aujourd'hui au regard des 512 Kbps promis par le plan Numérique 2012 fin 2008, ne peut constituer un objectif. **Pour l'AMRF, c'est le potentiel d'usages qui constitue le seul objectif** : les territoires ruraux doivent pouvoir disposer des mêmes usages que les territoires urbains – peu importe la technologie utilisée. Cette cible n'est pas mouvante.

Le monde rural est souvent considéré par les décideurs parisiens comme en retard sur les usages du numérique. D'où l'idée qu'ils peuvent bien se passer des technologies et débits de pointe, ou qu'ils peuvent les attendre plusieurs années.

C'est une grave erreur. En réalité les besoins (dont découlent les usages) sont parfois plus importants à la campagne qu'en ville. En matière de santé par exemple, la désertification médicale touche principalement le monde rural. Cette situation va accentuer le recours au numérique, aussi bien dans le cadre du maintien à domicile (monitoring à distance) que dans celui des soins (transmission de radios à un service hospitalier référent, par exemple). Des usages particulièrement gourmands en bande passante. Les populations urbaines n'auront pas recours à de tels services, puisqu'elles disposent de médecins et d'hôpitaux à proximité.

Par ailleurs, le succès de l'opération « Ecoles numériques rurales » montre que les maires des petites communes ont compris tout l'enjeu de l'arrivée des outils numériques à l'école. Sans un « bon débit », proche de celui des villes, l'école républicaine pourra-t-elle continuer à assurer une qualité d'enseignement identique en tout point du territoire ?

Les territoires ruraux ont besoin des réseaux à très haut débit, comme les villes. En matière d'électricité, les communes rurales auraient-elles pu se contenter de 110 volts alors que tous les équipements électriques, personnels ou professionnels, fonctionnaient à 220 volts ?

Question n°52. Quelles obligations de couverture doivent-elles être prévues en tant que conditions minimales attachées à l'attribution des fréquences 800 MHz ? Des obligations de couverture analogues à celles du GSM doivent-elles être d'emblée imposées dans la bande 800 MHz ? Pensez-vous que ces obligations doivent porter sur un niveau plus faible ? Ou au contraire au-delà de la couverture GSM actuelle ? Ces obligations minimales doivent-elles être complétées d'un critère de sélection sur la couverture incitant les candidats à prendre des engagements complémentaires de déploiement ? Quel impact qualitatif et quantitatif des obligations minimales de couverture très élevées auraient-elles en matière de valorisation des fréquences ?

Question n°53. Comment doivent être définis les principes relatifs aux obligations de couverture ? Quelle serait la valeur maximale de la puissance des terminaux ?

Question n°56. Au-delà des obligations nationales, faut-il fixer des obligations à un niveau géographique plus fin ?

Pour l'AMRF, il convient de fixer aux opérateurs un objectif de couverture plus ambitieux que pour les précédentes générations de téléphonie mobile. Tout d'abord en termes de qualité : la disponibilité de ces services doit être assurée à l'intérieur des bâtiments et non simplement à l'extérieur comme cela était le cas jusqu'ici : l'usage de l'Internet très haut débit mobile (ou fixe) ne peut être réservé au plein air – même si cet air est plus pur dans les campagnes qu'en ville !

Sur le plan quantitatif, la couverture doit elle aussi être améliorée. D'une part en fixant un minimum de population couverte non seulement nationalement mais aussi par département, selon un principe identique à celui retenu par les parlementaires pour la TNT. Pour répondre pleinement à l'objectif d'aménagement du territoire fixé par le Premier ministre, la couverture issue du dividende numérique ne peut plus se limiter aux centres bourgs.

D'autre part, il est important que cette couverture soit adaptée en outre aux besoins et priorités des territoires, en vue de leur développement économique et démographique. Outre la « part fixe » liée à la couverture minimum évoquée ci-dessus, il serait judicieux de permettre une « part variable » qui serait négociée entre les opérateurs et les collectivités territoriales pour répondre aux spécificités locales (suivant les schémas d'aménagement numérique territoriaux qui doivent se mettre en place en application du plan Numérique 2012).

Les collectivités pourraient participer au financement de cette part variable complémentaire pour accélérer la couverture. Il est de plus en plus question de l'instauration d'un fonds de péréquation pour le très haut débit. Une partie de celui-ci pourrait être affecté à cette couverture.

Question n°54. A quelle date faudrait-il fixer l'échéance de couverture cible de la population (99% ou un autre chiffre) ? Quel serait l'impact sur le déploiement du réseau d'une mise à disposition des fréquences à une date postérieure à la date d'autorisation ?

Question n°55. Quels seuils intermédiaires de couverture pourraient être fixés dans la bande 800 MHz ?

L'objectif étant de lutter contre une fracture numérique déjà établie, l'échéance doit être la plus proche possible. La présence d'objectifs intermédiaires risque de n'avoir pas d'incidence sur la couverture des territoires les moins denses, puisque ceux-ci sont toujours les derniers servis. L'accélération sera avant tout liée à l'instauration d'objectifs de couverture départementaux.

COMMUNIQUE

L'aménagement numérique, une urgence pour le maintien de la vie dans les communes rurales

Le 19 février 2009 - L'accès à Internet n'est plus seulement un facteur d'attractivité pour les territoires ruraux, il devient une condition essentielle au maintien de l'activité économique et à la vie des communes. Vanik Berberian, président de l'AMRF, a rappelé l'importance de l'aménagement numérique des campagnes à l'occasion d'une table-ronde organisée par la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire de l'Assemblée nationale, présidée par le député Christian Jacob. Cette audition réunissait également Pierre Dartoux, délégué interministériel à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT), Edouard Bridoux, membre de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) et Franck Reynier, vice-président de la Fédération des maires de villes moyennes (FMVM).

L'AMRF salue la prise de conscience collective des enjeux et des difficultés de l'aménagement numérique des territoires ruraux et se félicite du consensus général sur un débit minimum de 2Mbps. Conscients que le haut débit d'aujourd'hui est le bas débit de demain, les maires ruraux demandent pour leurs communes le « bon débit », celui qui en fonction des technologies du moment permet de répondre au développement des usages dans tous les domaines de la vie quotidienne : travail, loisirs, mais aussi enseignement, santé ou services publics et évite une fracture numérique aggravée.

Au-delà des questions d'infrastructures, l'AMRF rejoint le délégué interministériel à l'aménagement et à la compétitivité des territoires pour alerter contre le risque de fracture sociale et parfois générationnelle. En même temps, les maires ruraux soulignent la nécessité d'équiper au plus vite les écoles communales pour que les enfants bénéficient eux aussi des apports du numérique.

Le défi de la montée des débits grâce au déploiement de la fibre optique est aussi important que celui de

l'électrification de la France au siècle dernier. L'AMRF appelle à la mise en place d'une péréquation entre les territoires et demande au législateur de rédiger une réglementation équitable qui ne laisse pas les opérateurs privés sur les seuls territoires économiquement rentables, laissant aux collectivités locales la charge de l'aménagement numérique des zones qui le sont moins.

Enfin, les maires ruraux considèrent particulièrement dommageable une mauvaise synchronisation entre l'arrivée de nouvelles solutions technologiques et la suppression ou la réduction des services publics dans les territoires ruraux. Les habitants de certaines communes rurales risquent d'en faire l'expérience avec par exemple la TNT, dont le taux de couverture des émetteurs numériques annoncé pour fin 2011 est inférieur au taux de couverture de la diffusion analogique actuelle.

--- @ ---